



Le Projet de Loi 490 : les peuples indigènes

Le processus de « redémocratisation » n'a pas garanti, du moins du point de vue de la réalité, l'extension des droits des peuples indigènes. Bien que le développement de la lutte de divers groupes sociaux pour la terre ait progressé, en ce qui concerne les politiques d'aménagement foncier, rien n'a changé, car cela signifierait la conquête de la reconnaissance de la diversité des peuples et des groupes de travailleurs au Brésil, avec ses façons spécifiques de s'appropriier les ressources naturelles, de l'utilisation aux voies d'accès à la terre – en dehors de la perspective libérale de propriété privée –, même si c'est essentiellement dans le cadre des formalités de la loi. Ce contexte est effectif par l'instrumentalisation du programme de réforme agraire ou du système national d'unités de conservation, en plus du titrage collectif des terres, afin d'établir un moyen de protection contre l'aliénation du territoire de ces communautés. Il est clair que, dans la pratique, ces mécanismes sont presque totalement entravés par la progression des intérêts impérialistes

et de l'ancien État.

La présidente Dilma, par exemple, a été celle qui a le moins délimité les terres pour les populations originaires et traditionnelles. En plus de ne pas poursuivre les procédures administratives visant à délimiter ces territoires, le nombre déplorable de seulement 11 homologations de terres indigènes pendant ses quatre premières années au pouvoir a été élevé, selon les données de la Commission Pastorale de la Terre (CPT). Selon le Conseil Indigéniste Missionnaire (Cimi), à l'époque, sur les 1047 terres revendiquées par les peuples indigènes, seulement 38 % ont été régularisées. En plus de ces chiffres absurdes, en 2014, seulement 9 unités de conservation ont été créées par ce même gouvernement.

Il est évident que le processus de démantèlement de la politique de démarcation foncière, qui existait déjà dans les gouvernements pétitionnaires (principalement dans les gouvernements de Dilma Rousseff), s'accélère après le coup d'État de 2016,

jusqu'à ce que nous arrivions aujourd'hui et dans la tentative de transmettre le Projet de Loi 490/2007, qui vise à régler une fois pour toutes cette question en faveur du latifundium brésilien.

En 2017, Temer a officialisé un avis de Procureur Général de l'Union (AGU) qui, dans la pratique, a rendu impossible les démarcations. L'avis n° 001/2017 a été publié à la demande du groupe parlementaire ruraliste. La norme a appliqué aux procédures démarquées, le « cadre temporel », thèse ruraliste à partir de laquelle seules les communautés qui étaient en leur possession au 5 octobre 1988, date de la promulgation de la Constitution, auraient droit à leurs terres. La règle méconnaissait l'historique des violences et des expulsions subies par les communautés autochtones et les difficultés de prouver par des documents la présence effective sur le territoire.

Depuis 1985, Temer et Bolsonaro sont les seuls à occuper le siège de l'exécutif à ne pas délimiter absolument aucune terre indigène. Cela montre clairement que parmi les différentes analyses qui expliquent les motivations du coup d'État de 2016, la fin des démarcations de terres indigènes est sans aucun doute l'une d'entre elles, l'intérêt direct du pouvoir foncier qui a non seulement parrainé le coup d'État, mais s'impose comme force majeure dans les gouvernements ultérieurs. Tel est le plan de fond de l'augmentation significative de la violence d'État (mais pas seulement) dans les zones rurales du pays.

Selon les données de la Commission Pastorale de la Terre, en 2019, le nombre de familles ayant subi des violences dans leurs maisons et leurs terres en Amazonie Légale a augmenté de 87 % par rapport à 2018. Sur trois familles impliquées dans des conflits liés à la terre, une est indigène. Ainsi, sur 144742 familles, 49750 sont autochtones, représentant 34,4 % de l'ensemble des conflits.

En ce qui concerne les terres qui attendent d'être homologuées, pratiquement sans espoir, les territoires de la Baía de Guató (MT), Rio Gregório (AC), Uneixi (AM) et Acapuri de Cima (AM), réunis, totalisent près de 780.000 hectares et une population de 1.246 personnes. Ces communautés attendent depuis longtemps l'homologation. Ces terres étaient déjà prêtes pour l'homologation juste avant le coup d'État de 2016, et ces familles ont passé tout le gouvernement de Michel Temer en attendant la signature présidentielle. Avec le Projet de Loi 490/2007, ces terres seront encore plus sujettes à l'usurpation et à toute forme d'arbitraire en faveur des intérêts fonciers.

Dans son enquête, la Commission Pastorale de la Terre montre que l'année 2020 a eu le plus grand nombre d'événements de conflits liés à la terre déjà enregistrés, les données sont collectées depuis 1985 ! Il y a eu une augmentation record de 102,85 % dans les invasions de territoires de 2019 à 2020, affectant 81,225 familles, dont 71,8 % sont autochtones. Beaucoup de ces invasions sont le fruit de l'intérêt des garimpeiros (prospecteurs, chercheurs d'or et d'autres ressources minérales), que Bolsonaro défend féroce-ment et tient sa promesse ancienne de légaliser le garimpo dans les terres indigènes au Brésil. En février 2020, Jair Bolsonaro a signé le PL 191/2020, qui régle-

mente l'exploitation minière, la production de pétrole, de gaz et la production d'électricité sur les terres indigènes, avec le commentaire malheureux du ministre Onyx Lorenzoni appelant le Projet de Loi « Loi d'or des indigènes » en affirmant que cela profiterait effectivement aux peuples indigènes et, ainsi, en masquant les intérêts du capital sur ces terres.

Pendant la pandémie du nouveau coronavirus, il y a eu une augmentation des garimpos dans les villages autochtones, ce qui a également augmenté la transmission du virus dans ces endroits. Ce qui nous montre les priorités du gouvernement génocidaire. En mars 2021, Bolsonaro a demandé au président de la Chambre des Députés, Arthur Lira (PP-AL), priorité dans le vote du PL. Les intérêts des garimpeiros dans les terres indigènes montrent, en somme, qu'au-delà de la possession de la terre, ils veulent aussi la possession de leur sous-sol.

En ce sens, le PL 490/2007 est la continuation de la barbarie et du génocide historique contre les peuples indigènes du Brésil. Le PL, qui a été approuvé par le CCJ et va en plénière avec un large soutien des parlementaires ruralistes et libéraux, modifie le Statut de l'Indigène et ouvre la voie à une activité extractive dans les réserves destinées aux populations originaires. Le PL porte également sur la délimitation des terres indigènes, en transférant de l'exécutif au législatif cette procédure, et en fixant un calendrier qui oblige les indigènes occupants de leurs terres à prouver qu'ils y étaient avant la promulgation de la Constitution de 1988.

Il est absurde que les peuples originaires doivent prouver leur droit à leurs terres en considérant que la délimitation même de leurs territoires est le minimum à faire face au génocide historique de ces peuples depuis la colonisation portugaise. Ce Projet de Loi affirme que « la délimitation des terres indigènes ne se limite pas à la politique indigéniste », mais « les zones revendiquées et qui, de ce fait, font l'objet d'une délimitation, impliquent des intérêts divers, tant publics que privés » (PL 490/07, p. 2-3), c'est-à-dire qu'il est évident que les intérêts indigènes ne sont pas pertinents par rapport aux « intérêts divers », qui sont les intérêts de l'élite ruraliste qui gouverne notre pays.

Ces dernières semaines, des manifestations contre le PL 490 ont eu lieu dans diverses localités du pays, y compris devant le Congrès National à Brasília, conduites par des peuples indigènes qui luttent continuellement pour le droit minimal d'exister. Beaucoup ont comme dernier espoir l'outil juridique, considérant que la Cour Suprême Fédérale (STF) juge le PL comme inconstitutionnel. Mais il faut aller au-delà de compter sur des outils bureaucratiques qui agissent en fonction de leurs propres intérêts, la terre a été arrosée de sang et pillée des indigènes depuis 1500, et maintenant une nouvelle étape sanguinaire vise à menacer encore plus leur existence de manière « légalisée », légitimant la barbarie qui a toujours existé, qu'elle dépende de la Constitution ou non.

La révolte des peuples indigènes est l'une des plus légitimes et doit être soutenue par les communistes et de plus en plus radicalisée, au-delà du droit minimal insuffisamment garanti par un État bourgeois latifundiaire.

ELETOBRAS, PRIVATISATION ET IMPÉRIALISME : QUI PAIE LA FACTURE ?

L'Eletrobras est une pièce clé du système électrique brésilien. Avant elle, les grands monopoles étrangers ont déployé l'infrastructure électrique qui était nécessaire pour que le Brésil remplisse son rôle de destination lucrative pour le capital financier et exportateur de matières premières pour les quelques pays du capitalisme impérialiste, opérant autour des industries électro-intensives étrangères et des grandes villes à forte demande, en faisant payer cher pour un service soumis à des interruptions constantes et laissant toutes les régions les plus éloignées, avec des coûts de fonctionnement plus élevés, hors du réseau électrique. Les états et les municipalités ont fini par jouer un rôle important dans la mise en place de systèmes électriques dans certaines de ces régions éloignées. Mais ils le font généralement en recourant à des prêts, en créant des consortiums ou des concessions très avantageux pour les entreprises étrangères et dépendant étroitement de celles-ci. Un système électrique essentiellement décentralisé, coûteux et contre-productif pour le développement brésilien.

Aujourd'hui, l'Eletrobras est responsable d'un tiers de la production d'électricité et de la moitié de la transmission du Brésil, est une entreprise géante qui contrôle 48 centrales hydroélectriques, 12 thermoélectriques, deux centrales nucléaires, 62 éoliennes et une solaire, 70000 kilomètres de lignes de transmission et six distributeurs. Les plus grands réservoirs hydroélectriques brésiliens sont sous contrôle de l'Eletrobras, responsables de 44 % de la production hydraulique d'énergie et pour un pourcentage significatif des ressources hydriques brésiliennes. Même avec l'énergie hydraulique la moins chère du pays, vendue par R \$ 65,00 MW/h, l'Eletrobras enregistre des bénéfices milliardaires : elle a fermé 2020 avec un bénéfice net de R \$ 6,4 milliards et 2019 avec R \$ 11 milliards, même en distribuant, dans la même période, R \$ 7,6 milliards directement aux actionnaires.

Bien qu'il s'agisse d'une entreprise géante, évaluée à au moins R \$ 400 milliards (pouvant atteindre R \$ 1000 milliards), l'Eletrobras a toujours été subordonnée aux intérêts de ceux qui étaient ses premiers opposants, les représentants du capital financier étranger et des bourgeoisies traîtresses de la patrie. L'installation et le développement du système électrique ont continué de se produire avec des capitaux étrangers, prêtés à des taux élevés, et sont généralement accompagnés d'une industrie hautement polluante et destinée à l'exportation de matières premières vers les pays impérialistes.

Avec l'avancement des politiques néolibérales pendant la gestion de Fernando Henrique Cardoso, l'Eletrobras est restée holding des entreprises publiques du secteur et a été responsable de la mise en œuvre des programmes sectoriels. L'entreprise a eu ses autres fonctions assumées par les organes de la bureaucratie d'État, avec l'extension du modèle « d'Agences de Régulation ». Ces agences sont en fait des comptoirs d'affaires des représentants du capital financier étranger et des bourgeoisies traîtresses de la patrie, à l'instar de l'Agence Nationale de l'Énergie Électrique et de l'Opérateur National du Système.

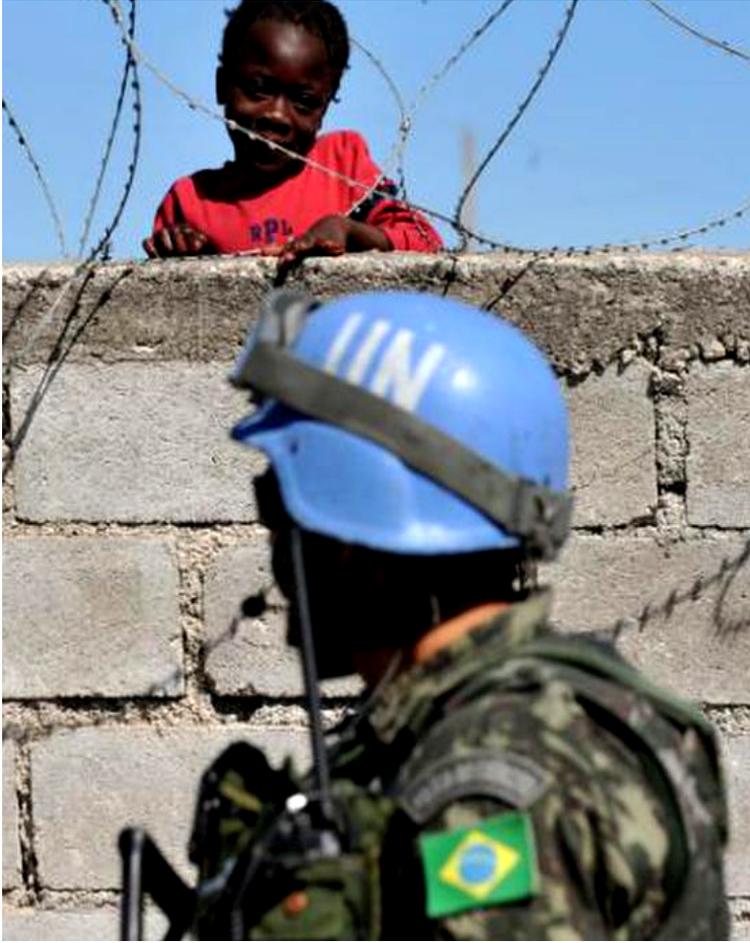
Les gestions de Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff ont perfectionné le modèle néolibéral qu'ils ont hérité : derrière le discours de « modicité tarifaire » et de « régulation » du secteur, ils ont laissé les représentants du capital financier étranger et des bourgeoisies traîtresses de la patrie continuer à dicter les paramètres de l'expansion du système par une planification « intégrée ». Ils ont encouragé l'entrée de plus en plus de capitaux financiers étrangers par la création de consortiums mixtes et de concessions pour des entreprises privées, ont élargi le marché de l'achat et de la vente d'énergie, ont laissé plus de 70 % de la transmission et de la distribution, ainsi que la majeure partie du marché des nouvelles technologies pour la production d'énergie propre, aux mains des entreprises privées et ont diminué la participation et le contrôle de l'Eletrobras dans les nouvelles entreprises.

Même si l'État a toujours agi dans ces paramètres, les grands monopoles étrangers agissent toujours dans l'attente de s'approprier le patrimoine public, de préférence gratuitement.

Le gouvernement de Jair Bolsonaro et Paulo Guedes, gouvernement des représentants du capital financier étranger, des bourgeois et des militaires traîtres de la patrie, espère couronner l'offensive privatiste par la remise de l'Eletrobras à ses concurrents privés par la vente des actions de l'État en Bourse, laissant le commandement du conseil d'entreprise aux mains des investisseurs et des actionnaires du capital financier.

Il est urgent de lutter pour défendre nos ressources, nos richesses, tant contre les intérêts étrangers que contre les bourgeoisies parasites et traîtresses de la patrie. La lutte contre la privatisation de l'Eletrobras est la lutte pour notre souveraineté, pour notre indépendance, pour la rupture du pacte entre les bourgeoisies et les pays capitalistes impérialistes, pour la fin de cet État périmé, pour la conquête de notre véritable indépendance !

Les militaires brésiliens et la tragédie en Haïti



Le 7 juillet, le président haïtien, Jovenel Moïse, a été assassiné chez lui, ce qui risque d'aggraver encore la crise dans laquelle se trouve le pays. Malgré cela, nous voulons traiter du rôle déterminant des militaires brésiliens dans cette crise pérenne qui abat Haïti depuis le début des années 2000. Quant au début de ce processus, nous devrions parler dans un premier temps du général Augusto Heleno. Depuis l'élection de Jair Bolsonaro, le Bureau de la Sécurité Institutionnelle (GSI) est dirigé par le général fasciste Heleno. Dans le contexte de la seconde moitié des années 70, Heleno faisait partie de la bande putschiste et conspiratoire du général Silvio Frota, ce groupe follement anticommuniste s'opposait au processus d'ouverture « lent, graduel et sûr » conduit par alors président Ernesto Geisel.

Avançant dans la ligne du temps, en 2004, Haïti a subi les dégâts de l'intervention de l'armée brésilienne sous le gouvernement Lula, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies (ONU). Après le coup d'État contre le président, ancien prêtre lié à la théologie de la libération, Jean-Bertrand Aristide, ces forces ont agi ensemble dans le pays en vue de « pacifier » un territoire ravagé par des « guérilleros rebelles ». Le général fasciste Augusto Heleno était commandant en chef militaire de cette opération macabre. Le camp démocratique-populaire équipé par le petismo (référence au Parti des Travailleurs – PT) « a oublié » magiquement que l'escalade des militaires sur la scène politique brésilienne est due aux « missions pacificatrices » en Haïti, issues de la

période Lula. Aux soi-disant « progressistes », il est bon de rappeler que les gouvernements petistas ont toujours cherché à construire la légitimité et l'image de « succès » de l'opération Minustah.

L'opération mentionnée ci-dessus, appelée Munistah, a été coordonnée par les militaires brésiliens, a duré officiellement de 2004 à 2017 et a laissé une trace de mort et de destruction en Haïti. On estime que 30000 personnes ont été tuées en raison de la propagation du choléra, d'abus sexuels et d'autres formes de violence. Ces atrocités ont été commises par les troupes étrangères et brésiliennes présentes sur place contre la population pauvre des favelas, étudiants et partisans du président déposé Jean-Bertrand Aristide.

L'un des éléments aggravants de ce processus de crise a été l'épidémie de choléra (maladie éradiquée dans le pays depuis le XIXe siècle) emportée par les troupes de l'opération Minustah, que l'ONU a mis six ans à reconnaître et à « s'excuser » pour ce qui s'est passé. L'épidémie de choléra a augmenté de manière effrayante après le tremblement de terre qui a détruit le pays en 2010, faisant plus de 200000 morts.

Un autre épisode marquant impliquant directement l'armée brésilienne a été le massacre dans la favela Cité Soleil en 2005, une grande région de la capitale Port-au-Prince habitée par des centaines de milliers de personnes. Lors de cette opération, les militaires brésiliens ont utilisé 22000 cartouches de munitions, et le solde final a été le meurtre d'au moins 27 civils, dont 20 femmes de moins de 18 ans. Les statistiques montrent que pendant la Minustah, au moins 8000 personnes ont été tuées dans la capitale de Port-au-Prince, la plupart soutenaient le président Jean-Bertrand Aristide. Comme d'habitude, les militaires brésiliens ont été impliqués dans 2000 plaintes pour abus sexuels et exploitation de la part des soldats de la Minustah, 300 de ces accusations ayant fait des enfants leurs victimes. Outre les pertes humaines incalculables, il y a eu des catastrophes environnementales comme la contamination du fleuve Artibonite (principal cours d'eau haïtien) par le choléra, ce fleuve est l'une des plus importantes sources d'eau potable qui irrigue le centre du pays.

Tant la police militaire que l'armée brésilienne, bras armés de la bourgeoisie acheteuse-bureaucratique, du latifundium et, en fin de compte, de l'impérialisme, sont préparés à décimer la population pauvre. Sur cette base, nous avons conclu que les opérations dans les favelas de la capitale haïtienne ont servi de laboratoire pour des événements tels que l'intervention militaire à Rio de Janeiro en 2018, sous le gouvernement de Michel Temer, car les nouvelles stratégies développées en Haïti y ont été mises en œuvre. Avant cela, en 2010, l'opération menée dans le Complexo do Alemão – où 60 % des soldats étaient passés par Haïti – a constitué une première étape vers l'utilisation de techniques de violence et de contrôle de la population dans les favelas.



DANS LA GUERRE ENTRE LA POLICE ET LE TRAFIC DE DROGUE, DE QUEL CÔTÉ ÊTES-VOUS ?

Rio de Janeiro, 6 mai 2021. Peu avant 6 heures ce matin-là, la police civile a mené un autre massacre qui a lieu périodiquement dans notre pays. Dans ce cas, le plus mortel dans l'histoire de la « ville merveilleuse », avec 27 morts et plusieurs blessés.

Parmi ces morts, comme dans tous les cas de massacre, il y a des innocents, des personnes qui ne travaillaient pas sur le trafic de drogue, des personnes qui ne présentaient aucun danger pour les policiers et qui ont donc été exécutées.

Les journaux de la presse bourgeoise ont souligné ce fait dans les jours suivants. O Globo du 10 mai a publié, à la page 9, sur le sujet. Dans l'une de ces matières, on rapporte le cas de Regina Celia Homem de Mello, grand-mère d'Isaac Pinheiro de Oliveira. Le garçon a été tué à 23 ans. Regina a déclaré au journal : « (...) Je sais qu'il était impliqué dans quelque chose de mal, mais ce n'était pas ce chef qu'ils disent (...). » Avec le temps, on n'en parle presque plus et cette triste histoire sera oubliée comme tant d'autres avant elle.

La couverture de la presse bourgeoise évite de traiter les raisons qui poussent les gens à travailler dans le trafic de drogue, la principale étant le chômage, qui touche aujourd'hui près de 15 millions de Brésiliens. Il y aura toujours des gens qui diront que tous ceux qui travaillent dans le trafic de drogue ne sont pas des personnes dans le besoin, ce qui est vrai, mais ces cas sont les exceptions qui confirment la règle. La plupart des personnes qui vivent de la

prostitution, du trafic de drogue et d'autres activités similaires sont originaires des classes les plus exploitées et les plus appauvries du peuple.

Mais éviter de parler des causes qui poussent les gens à travailler dans des activités comme celle-ci n'est pas le seul problème de la couverture faite par la presse bourgeoise. Il y a beaucoup de mystification dans ce qu'on publie sur cette question. L'une d'entre elles est quand on parle des « chefs du trafic de drogue ». Pour ce « poste » sont présentées des personnes qui, tout au plus, pourraient être considérées comme « manager des affaires », mais jamais « chefs ». En sont des exemples le petit-fils de Regina Celia Homem de Mello, mais aussi Fernandinho Beira Mar ou Marcola, dans la mesure où ils ne sont pas propriétaires de flottes d'avions qui servent à cette entreprise ou des entreprises chimiques, qui fournissent des matières premières utilisées dans la production de drogues.

L'État bourgeois, quant à lui, apparaît dans cette histoire comme un agent de la « justice », comme l'ennemi présumé du trafic de drogue. Mais en fin de compte, à quoi sert l'État bourgeois ? Pour garantir l'existence de la société capitaliste, c'est-à-dire de la société qui produit et reproduit chaque jour les conditions qui conduisent des millions de personnes au chômage, à la misère et, par conséquent, à s'engager dans des activités telles que le trafic de drogue.

La bourgeoisie et l'État qui est à son service ne peuvent tout simplement pas prendre des mesures ef-

ficaces pour lutter contre le trafic de drogue, car de telles mesures contrarieraient son intérêt de tirer profit d'un commerce qui, comme chacun le sait, déplace des sommes d'argent astronomiques dans le monde entier. En outre, les drogues sont un moyen de domination des peuples historiquement utilisé par la bourgeoisie. Parmi les nombreux exemples que l'on pourrait citer, on connaît le cas de l'introduction de l'opium en Chine par les Anglais et de l'utilisation de la cachacha pour démoraliser les peuples originaires au Brésil, par les Portugais. Aujourd'hui, il y a plusieurs plaintes concernant la stimulation de l'usage de drogues pour augmenter la productivité des travailleurs. À cet égard, il est très instructif de regarder le documentaire Crack: a praga da lavoura (TV Brasil, 2017).

Dans le livre Éducation et lutte des classes, Aníbal Ponce a écrit : « (...) Craintifs à cause du nombre et de la rébellion des Hilotes, les nobles ne leur permettaient aucun exercice gymnastique et, sous prétexte de montrer à leurs propres enfants combien l'ivresse était abominable, ils obligeaient les Hilotes à boire et à parader ivres pendant les banquets ».

Que feraient les classes dominantes au Brésil si une bonne partie des millions de jeunes qui sont au chômage, vivant dans les rues, dans les cracolândias, n'étaient pas totalement démoralisés par la drogue et incapables de quoi que ce soit ? Les classes dominantes auraient certainement beaucoup plus de problè-

mes si ces jeunes étaient organisés pour lutter pour leurs droits et les droits de tous les travailleurs.

Comme on le voit, le problème des drogues et des crimes qui y sont liés fait partie d'un réseau beaucoup plus large que ce que l'on voit dans les émissions à sensation à la télévision et même dans les couvertures un peu plus sérieuses, comme celle du journal que nous avons cité ci-dessus. Le lien entre ces crimes et les intérêts de classe bourgeoise exige une discussion plus approfondie que les organisations révolutionnaires doivent promouvoir entre le prolétariat et d'autres classes exploitées du peuple.

Et alors, dans la guerre entre la police et le trafic de drogue, de quel côté êtes-vous ?

ÉDITORIAL PUBLIÉ DANS L'ÉDITION N° 04 DU JOURNAL RUMOS DA LUTA



6 ANS DE LA CRÉATION DU LABEL ÉDITORIAL ÉDITIONS NOVA CULTURA

Il y a 6 ans, l'Union Reconstruction Communiste a créé le label Éditions Nova Cultura, comme une autre étape dans la tâche que nous nous sommes assignées de diffuser la théorie marxiste-léniniste et l'histoire révolutionnaire des peuples du monde entier. Nous avons surmonté les difficultés de la première étape de notre travail et, depuis notre reprise en 2018, nous sommes parvenus à un résultat très favorable. Nous avons remanié tout notre travail, renouvelé notre projet graphique et avons déjà dépassé la marque de 50 titres publiés. Nous avons pu élargir quelques collections, avec la publication de nouvelles biographies de Staline et de Lénine ; plus d'œuvres sur l'histoire de la Révolution Coréenne ; un élargissement considérable de nos titres sur l'Afrique, avec des textes de Machel, Fanon, Cabral et Sankara ; entre autres ajouts à notre catalogue, comme les œuvres de William Z. Foster, sur l'histoire des Internationales ; et de Haywood, sur la libération noire ; en plus des recueils, comme celle qui rassemble des textes de femmes révolutionnaires du monde entier.